

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse « que conformément aux anticipations, le taux d'inflation a baissé récemment dans la zone euro et devrait descendre sous les 2 % en 2013. (...). Dans le courant de 2013, l'activité économique devrait se redresser progressivement. Le Conseil des gouverneurs continue de percevoir des risques orientés à la baisse pour les perspectives économiques de la zone euro. Ceux-ci sont essentiellement liés aux incertitudes quant à la résolution des problèmes de gouvernance et de la dette souveraine de la zone euro ».

M. Draghi a également souligné que « le Conseil des gouverneurs a décidé de poursuivre ses opérations de refinancement principales sous la forme d'appels d'offres à taux fixe avec allocation illimitée aussi longtemps que nécessaire ».

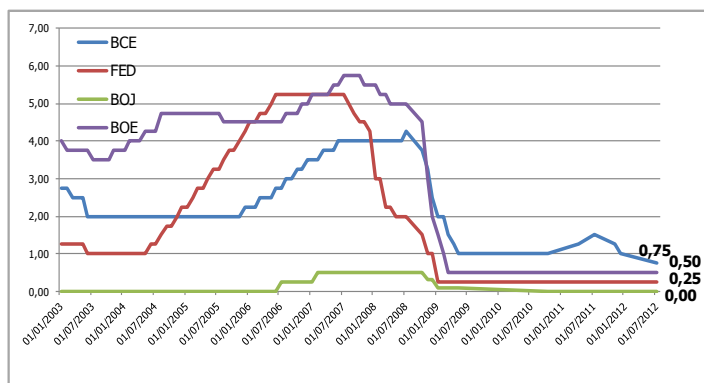
Union économique et monétaire

Le 28 novembre 2012, la Commission européenne a adopté un projet détaillé pour une union économique et monétaire véritable et approfondie, dans lequel elle expose sa vision d'une architecture solide et stable dans les domaines financier, budgétaire, économique et politique.

Le document est disponible en téléchargement sur :

http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/president/news/archives/2012/11/pdf/blueprint_fr.pdf

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France et du taux de chômage au 3ème trimestre 2012

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 103 300 fin octobre 2012, soit une hausse de 1,5 % sur un mois en données CVS-CJO (+45 400 personnes). Sur un an, il croît de 10,6 % (+12,3 % pour les hommes et +8,9 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 17,6 %. Selon les données publiées par l'INSEE, le taux de chômage s'établit à 9,9 % de la population active métropolitaine au troisième trimestre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport au deuxième trimestre 2012. En incluant les DOM, il s'établit à 10,3 %.

Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,7 % en octobre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à septembre. Il était de 10,4 % en octobre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,7 % en octobre 2012. Il était de 9,9 % en octobre 2011.

Inflation

Hausse des prix en France au mois d'octobre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % en octobre 2012 ; sur un an, il croît de 1,7 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,9 % en glissement annuel.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,2 % en novembre 2012, en baisse de 0,3 point par rapport à octobre.

PIB

Légère croissance du PIB en France au troisième trimestre 2012

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume a cru de 0,2 % au troisième trimestre 2012 après un recul de 0,1 % au deuxième trimestre (chiffre révisé).

Baisse du PIB de la zone euro

Selon les estimations d'Eurostat et en données corrigées des variations saisonnières, le PIB de la zone euro a baissé de 0,1 % au troisième trimestre 2012 et celui de l'UE27 a cru de 0,1 % par rapport au deuxième trimestre. Par rapport au troisième trimestre 2011, le PIB de la zone euro enregistre une baisse de 0,6 % (UE27 : -0,4 %).

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 20 novembre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Dans son communiqué, la BoJ observe que la croissance économique resterait faible avant de renouer avec une reprise modérée. Le gouvernement du Japon a adopté un plan de relance de 880 milliards de yens (8,5 milliards d'euros) pour soutenir l'activité et l'emploi. Au troisième trimestre 2012, le PIB du Japon a reculé de 0,9 % et de 3,5 % en rythme annuel. En octobre 2012, la production industrielle du Japon a augmenté de 1,8 % sur un mois et reculé de 4,3 % sur un an. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont stagné sur un mois et reculé de 0,5 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en baisse de 0,1 % sur un an.

Le taux de chômage est resté stable à 4,2 %. En octobre 2012, les exportations et les importations ont baissé respectivement de 6,5 % et de 1,6 %.

Le déficit commercial a atteint 5,3 milliards d'euros.

Rebond de l'activité en Chine

Au mois d'octobre 2012, la production industrielle a augmenté de 9,6 % en glissement annuel après 9,2 % en septembre. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,7 % en glissement annuel. En octobre 2012, les exportations ont progressé de 11,6 % sur un an et les importations de 2,4 %.

L'excédent commercial s'élève à 32 milliards de dollars.

Actualité bancaire

Livret A

- Le décret n° 2012-1269 du 19 novembre 2012 portant relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 20 novembre 2012.
- L'arrêté du 31 octobre 2012 du ministère de l'Economie et des Finances relatif aux vérifications préalables à l'ouverture d'un livret A a été publié au JORF du 10 novembre 2012.

Banque publique d'investissement (BPI)

Le projet de loi relatif à la création de la BPI a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 29 novembre 2012 ainsi que la proposition de loi organique de MM. Gilles Carrez, Christian Eckert et Jean-Jacques Urvoas relative à la nomination des dirigeants de BPI-Groupe.

Outre-mer

Loi « contre la vie chère »

La loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer, a été publiée au JORF du 21 novembre 2012.

Défiscalisation outre-mer

Lors de la discussion du budget 2013 de la mission outre-mer, les députés ont maintenu inchangé le système actuel (plafonnement à 18 000 euros +4 % du revenu imposable). Ils ont par ailleurs demandé un rapport au gouvernement avant le 1^{er} mai 2013 sur l'opportunité de transformer tout ou partie de la dépense fiscale afférente à l'outre-mer en de nouvelles dotations budgétaires.

Publications

Banque de France

1 – Le rapport 2011 de l'Observatoire de la microfinance est disponible sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rapport-annuel-2011-Observatoire-de-la-Microfinance.pdf

2 – Le premier rapport du Comité de suivi de la réforme de l'usure est disponible sur :

http://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/Premier-Rapport-du-Comite-de-suivi-de-la-reforme-de-l-usure-2012.pdf

2 – Actualité régionale

Aides financières pour le développement des économies insulaires

Le 23 novembre 2012 la Banque Asiatique de Développement a annoncé de nouvelles enveloppes sous formes de subventions et de prêts à taux préférentiel, destinées à promouvoir les économies insulaires de Tuvalu et des îles Cook. Pour Tuvalu, qui bénéficiera d'une subvention de 2,35 millions de dollars US, l'objectif principal est d'optimiser la gestion des finances publiques en améliorant la gestion fiscale. Dans le même temps, les îles Cook bénéficieront d'un prêt à taux préférentiel d'environ 6 millions de dollars US sur un projet total de 16 millions de dollars US pour stimuler la croissance économique du Territoire. Créée en 1966, la Banque Asiatique de Développement détenue par 48 Etats de la région et 19 pays extérieurs fournit diverses aides en Asie et dans les pays du Pacifique pour une réduction de la pauvreté.

Accord entre l'OMC et le Forum du Pacifique

Un accord visant à améliorer les relations de travail et la collaboration entre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et le Forum du Pacifique a été signé le mercredi 28 novembre dernier pour aider les pays insulaires en matière de relations commerciales internationales. Cette aide se traduira d'ici début 2013 par une assistance technique sous forme de formations régionales visant à renforcer les compétences commerciales des 14 états insulaires océaniques membres du Forum. Plusieurs sujets seront abordés en particulier les questions sur les droits et obligations des pays membres vis-à-vis du commerce extérieur ainsi que celles liées à une intégration économique régionale.

Présentation du budget primitif 2013 à Fidji

Le 22 novembre 2012, le Gouvernement fidjien a présenté son budget 2013. Dans l'optique d'une amélioration des infrastructures et de la poursuite des efforts entamés au cours des années précédentes, des actions prioritaires vont être engagées pour des travaux de remise en état des routes et des ponts de l'archipel. Un second volet oriente une part importante du budget vers les services de l'éducation et de la santé. Ces deux grands postes budgétaires recevront respectivement 268 millions de dollars et 167 millions de dollars. Enfin, dans une perspective de retour à la démocratie parlementaire en 2014, le budget 2013 alloué pour les travaux de l'Assemblée Constituante représenterait un milliard de dollars fidjiens.

3 – Brèves locales

Bilan 2012 de l'activité de l'ADIE

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) intervient le plus souvent pour le financement de petits projets mais elle peut également apporter son concours à des projets plus importants (inférieurs à 1,2 millions de F CFP). L'artisanat et le secteur primaire (pêche, élevage, maraîchage) sont les activités qui bénéficient le plus de l'appui de l'ADIE. Cet organisme détient aujourd'hui un portefeuille d'une centaine de clients sur le Territoire. L'activité en 2012 enregistre une progression sensible par rapport à 2011 (+ 43 dossiers).

Une manifestation a récemment été organisée par l'ADIE et ses adhérents au FENUARAMA le 28 novembre 2012 afin de mieux faire connaître les productions locales.

Election du bureau de l'AT

Les travaux de la session budgétaire de l'Assemblée Territoriale (AT) des îles Wallis et Futuna ont débuté le 28 novembre 2012 par l'élection annuelle de son nouveau bureau. M. Sosefo SUVE, a été élu Président de l'Assemblée Territoriale, succédant à M. Vetelino NAU. Le poste de vice-présidente revient à Mme Mireille LAUFILITOGA. Mme Yannick FELEU et M. Alesio KATOA ont été désignés respectivement 1^{ère} et 2^{ème} secrétaire.

Vote du budget primitif 2013

Le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, a annoncé lors de son discours d'ouverture de la session de l'AT, un budget primitif 2013 en hausse de 3,6 % par rapport à celui de 2012. Dans sa séance du 5 décembre 2012, l'Assemblée Territoriale, organe délibérant du Territoire a adopté les budgets primitifs pour l'exercice 2013 comme suit :

Budget principal : 2,9 milliards de F CFP

- ✓ Section d'investissement : 0,11 milliards de F CFP
- ✓ Section de fonctionnement : 2,8 milliards de F CFP

Budget annexe du Service des Postes et Télécommunications : 683 millions de FCFP

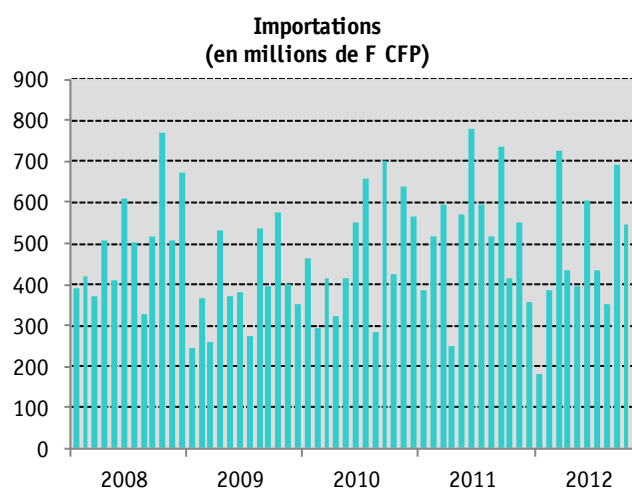
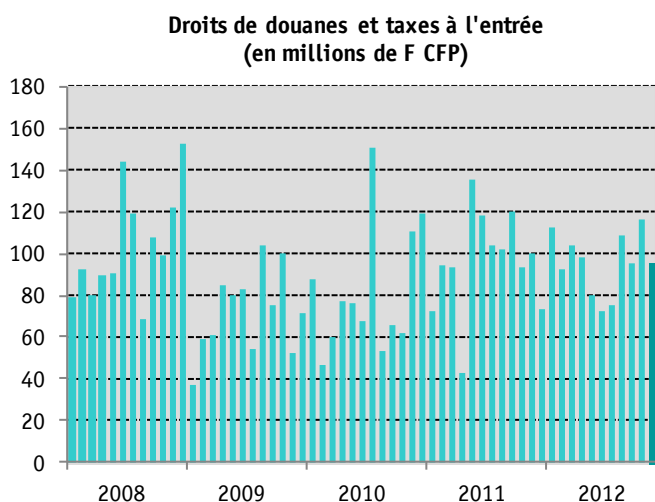
- ✓ Section d'investissement : 53 millions de F CFP
- ✓ Section de fonctionnement : 630 millions de F CFP

Fonctionnement de l'Agence de Santé

Comme suite à la rencontre des élus du Territoire avec le Ministre de l'Outre-Mer en octobre dernier à Paris il ressort que les interrogations sur le fonctionnement de l'Agence de Santé du Territoire ont été levées. Il a en effet été décidé d'augmenter le budget de fonctionnement annuel de la structure de 240 millions de F CFP pour 2013. Il est également convenu que le financement de l'Agence de Santé sera désormais assuré par le Ministère de la santé. Par ailleurs l'Etat a pris l'engagement de résorber la dette de l'Agence de Santé à l'origine de bien des soucis pour le Territoire.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			3T 12	114,40	-	5,4%
SMIG mensuel en XPF			nov-12	86 109	-	4,7%
Nombre d'emplois salariés			juin-12	2 036	-	-0,9%
Echanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	nov-12	470	-13,7%	-14,5%	
	cumulées	nov-12	5 220	-	-11,6%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	nov-12	96	-17,6%	-4,1%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	nov-12	1 051	-	-2,3%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	nov-12	425	-	11,9%	
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Energie						
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-12	1 426	-9,8%	-10,4%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	oct-12	695	25,0%	8,1%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	oct-12	171	24,7%	3,0%	
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	oct-12	2 734	-7,7%	9,4%	
	cumulé	oct-12	24 191	-	1,3%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	oct-12	1 407	1,6%	31,1%	
	cumulé	oct-12	11 547	-	2,6%	
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	nov-12	3	-40,0%	0,0%	
	cumulées	nov-12	35	-	6,1%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	nov-12	11	-47,6%	-26,7%	

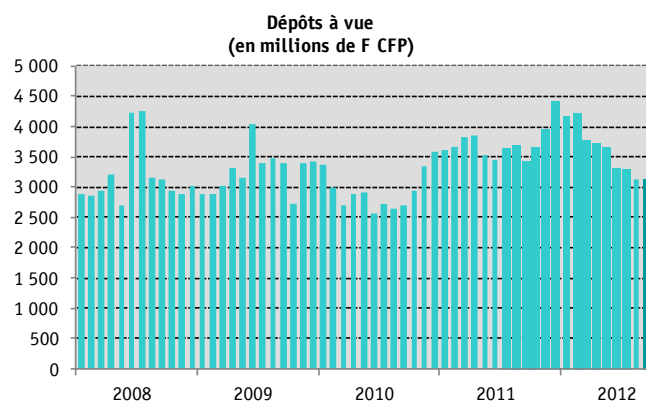
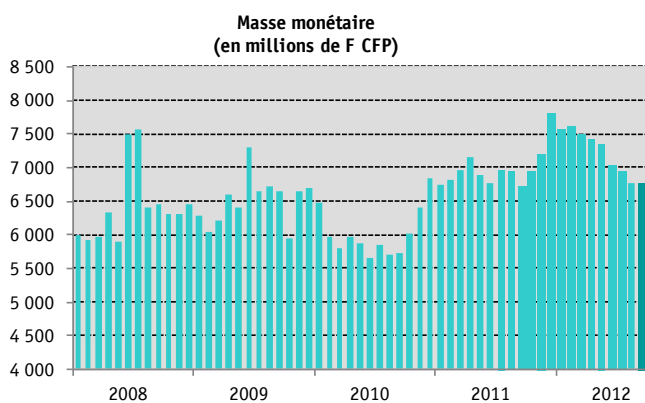


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse des dépôts à vue sur l'année

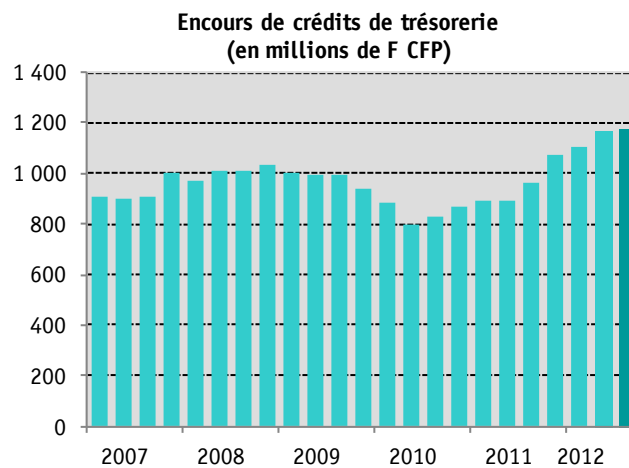
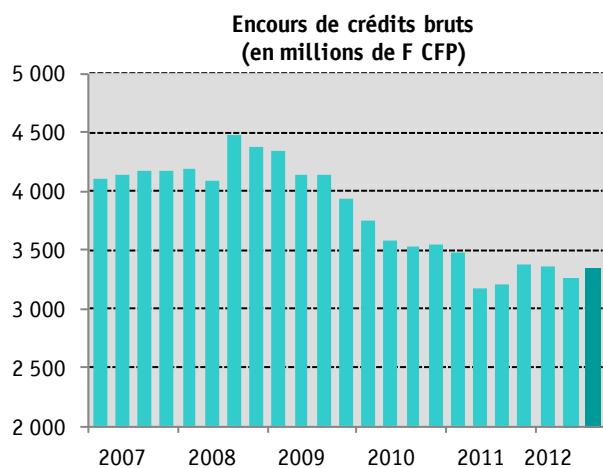
en millions de F CFP	sept-11	août-12	sept-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 103	2 158	2 151	-0,3%	2,3%
Dépôts à vue	3 419	3 129	3 132	0,1%	-8,4%
Total M1	5 522	5 288	5 284	-0,1%	-4,3%
M2-M1	569	492	499	1,4%	-12,3%
Total M3	6 719	6 764	6 767	0,0%	0,7%



Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits de trésorerie et baisse des crédits à l'équipement

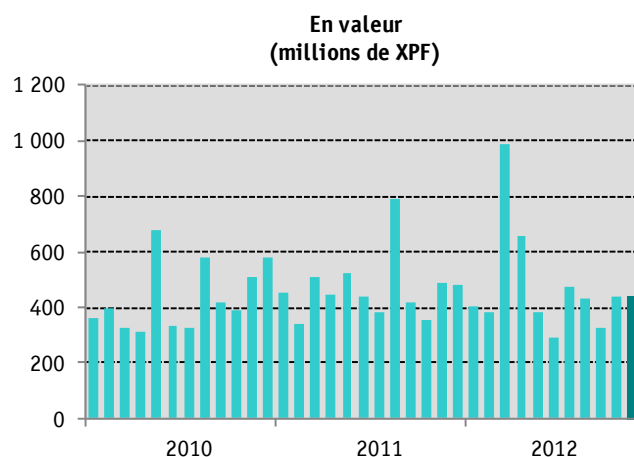
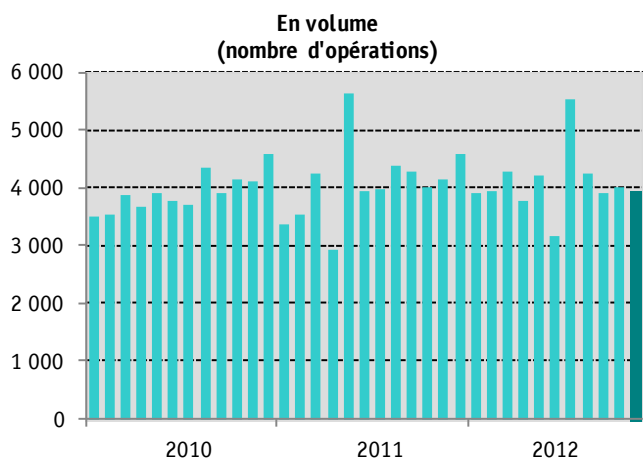
en millions de F CFP	sept-10	sept-11	sept-12	▲/an
Crédits de trésorerie	826	961	1 173	22,1%
Crédits à l'équipement	1 325	1 097	969	-11,7%
Crédits à l'habitat	374	366	531	45,0%
Autres crédits	230	197	172	-12,4%
Total encours sain	2 754	2 621	2 846	8,6%
Créances douteuses brutes	777	592	493	-16,7%
Total encours brut	3 531	3 214	3 339	3,9%



Compensation

Diminution des opérations de compensation

	nov-11	oct-12	nov-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 130	4 022	3 949	44 978	-1,8%	-4,4%
Compensation (en millions de CFP)	485	436	441	5 212	1,1%	-9,1%



Incidents bancaires

Abaissment des incidents de paiement par chèque

en nombre	nov-11	oct-12	nov-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	99	95	53	953	-44,2%	-46%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	10	-	-

Interdits bancaires

Fléchissement du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	nov-11	oct-12	nov-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	410	402	395	-1,7%	-3,7%
- dont personnes physiques	402	392	385	-1,8%	-4,2%
- dont personnes morales	8	10	10	0,0%	25,0%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes valides sur l'année

en nombre	nov-11	oct-12	nov-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	26	43	43	0,0%	65,4%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	7	12	11	-8,3%	57,1%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3Trim	108,55	114,40	5,4%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	novembre	8	10	25,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	novembre	849	585	-31,0%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	novembre	102	20	-80,1%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	novembre	78	53	-32,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 055	2 036	-0,9%
dont secteur privé	juin	837	807	-3,6%
dont secteur public	juin	1 205	1 229	2,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	novembre	486	510	4,7%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	novembre	402	385	-4,2%
décision retrait cartes bancaires	novembre	9	10	11,1%
incidents paiements sur chèques	novembre	1 190	953	-19,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	novembre	1 550	1 401	-9,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	novembre	921	763	-17,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	novembre	269	324	20,5%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	novembre	69	99	43,5%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	novembre	5 905	5 220	-11,6%
exportations	novembre	-	-	-
recettes douanières	novembre	1 467	1 489	1,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	novembre	1 075	1 051	-2,3%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	novembre	379	425	11,9%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	septembre	3 419	3 132	-8,4%
M1	septembre	5 522	5 284	-4,3%
M2	septembre	6 091	5 783	-5,1%
Dépôts à terme	septembre	628	984	56,8%
M3	septembre	6 719	6 767	0,7%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	septembre	1 298	1 589	22,5%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	977	1 189	21,7%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	321	401	24,9%
Entreprises	septembre	955	939	-1,7%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	66	34	-48,6%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	808	713	-11,7%
Collectivités locales	septembre	289	256	-11,6%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	80	63	-21,6%
créances douteuses brutes	septembre	592	493	-16,7%
taux de créances douteuses	septembre	18,4%	14,8%	-3,7 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 913	2 942	1,0%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	947	978	3,2%
Sociétés	septembre	1 480	1 293	-12,7%
Autres agents	septembre	3 822	2 170	-43,2%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,70% à 5,15% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/11/2012	30/10/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,0770%	0,0880%	- 0,011 pt	0,8170%	- 0,740 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,1130%	0,1100%	+ 0,003 pt	0,7820%	- 0,669 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,1910%	0,1980%	- 0,007 pt	1,0060%	- 0,815 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	0,3440%	0,3910%	- 0,047 pt	1,2270%	- 0,883 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	0,5740%	0,6210%	- 0,047 pt	1,5070%	- 0,933 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/11/2012	30/10/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	
TEMPE	0,0786%	0,0909%	- 0,012 pt	0,4902%	- 0,413 pt	Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC) TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC) TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
EURIBOR 1 mois	0,1090%	0,1110%	- 0,002 pt	0,8110%	- 0,702 pt	
EURIBOR 3 mois	0,1920%	0,2080%	- 0,016 pt	1,0220%	- 0,830 pt	
EURIBOR 6 mois	0,3620%	0,4110%	- 0,049 pt	1,2510%	- 0,889 pt	
EURIBOR 12 mois	0,5890%	0,6500%	- 0,061 pt	1,5260%	- 0,937 pt	
TMO	2,3800%	2,4300%	- 0,050 pt	3,5900%	- 1,210 pt	
TME	2,1800%	2,2300%	- 0,050 pt	3,3900%	- 1,210 pt	
TRBOSP	2,2700%	2,4500%	- 0,180 pt	3,6500%	- 1,380 pt	

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/11/2012	30/10/2012	31/12/2011	30/11/2012	30/10/2012	31/12/2011	30/11/2012	30/10/2012	31/12/2011
taux JJ	0,190%	0,085%	0,110%	0,094%	0,096%	0,035%	0,440%	0,525%	0,555%
3 mois	0,250%	0,400%	0,680%	0,187%	0,189%	0,140%	0,620%	0,740%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,610%	1,730%	1,870%	0,710%	0,770%	0,980%	1,760%	1,830%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2012)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	13,11%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,20%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux variable	5,64%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
Prêts-relais	5,89%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,58%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	17,67%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,75%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,84%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,8926	1 NZD/XPF	75,2170	1 HKD/XPF	11,8569	1 GBP/XPF	147,1778	
100 JPY/XPF	111,1407	1 AUD/XPF	95,6644	1 SGD/XPF	75,2454	100 VUV/XPF	98,3233	1 FJD/XPF	51,8631